

États financiers audités

---

# Régime d'épargne-études Génération

(auparavant appelé « Régime fiduciaire  
d'épargne-études Global »)

Pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017

# Régime d'épargne-études Génération

31 mars 2018 et 31 mars 2017

## Table des matières

|   |       |
|---|-------|
| Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière ..... | 3     |
| Rapport de l'auditeur indépendant.....  | 4-5   |
| États de la situation financière .....  | 6     |
| États du résultat global .....  | 7     |
| États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires .....  | 7     |
| Tableau des flux de trésorerie .....  | 8     |
| Annexe du portefeuille .....  | 9-13  |
| Notes annexes.....  | 14-20 |
| Tableau 1 – Contrats de paiements d'aide aux études.....                                      | 21    |
| Tableau 2 – Rapprochement des contrats de paiements d'aide aux études .....                   | 22    |

# Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers audités ci-joints du Régime d'épargne-études Génération (auparavant appelé « Régime fiduciaire d'épargne-études Global ») (le « Régime ») ont été préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration de la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global (la « Fondation ») et de Les actifs de croissance Global Inc. (« Les ACGI »). La responsabilité de l'information et des déclarations contenues dans ces états financiers incombe à la direction.

Il incombe au conseil d'administration d'examiner et d'approuver ces états financiers et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière. Les ACGI, qui administre le Régime, a adopté des procédés appropriés afin de s'assurer de la fiabilité et de la pertinence de l'information financière présentée.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et comprennent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les principales méthodes comptables que la direction juge appropriées pour le Régime sont décrites à la note 2 des états financiers.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (« Deloitte ») est l'auditeur externe du Régime. Deloitte a procédé à l'audit des états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin d'exprimer son opinion aux titulaires du Régime concernant ces états financiers.



**Alex Manickaraj**  
Chef de la direction

Toronto (Ontario)  
Le 11 juin 2018

## Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention des titulaires du Régime d'épargne-études Génération (auparavant appelé « Régime fiduciaire d'épargne-études Global »)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime d'épargne-études Génération, qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017, et les états du résultat global, les états des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mars 2018 et le 31 mars 2017, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime d'épargne-études Génération au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017, ainsi que de sa performance financière, des variations de son actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.*

Comptables professionnels agréés

Experts-comptables autorisés

Le 11 juin 2018

# Régime d'épargne-études Génération

## États de la situation financière

Aux 31 mars 2018 et 2017

|   | 2018               | 2017               |
|---|--------------------|--------------------|
|   | \$                 | \$                 |
| <b>Actif</b>  |                    |                    |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie   | 36 285 783         | 8 093 507          |
| Placements à la juste valeur (note 6)   | 661 309 104        | 674 168 772        |
| Somme à recevoir de la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global (note 4)                                | 818 665            | 550 340            |
| Subventions à recevoir (note 2)   | 1 866 772          | 1 959 131          |
| Intérêts à recevoir   | 3 936 808          | 3 566 780          |
|   | <b>704 217 132</b> | <b>688 338 530</b> |
| <b>Passif</b>   |                    |                    |
| Créditeurs  | 862 775            | 770 829            |
| Somme à payer pour les titres achetés   | –                  | 4 369 104          |
| Somme à verser au Régime d'épargne-études Avancé (« RÉÉA ») (note 4)  | 198 882            | 83 861             |
| Somme à verser au distributeur – Corporation REEE Global (note 4)   | 3 533 639          | 4 270 530          |
| Somme à verser au gestionnaire du fonds – Les actifs de croissance Global Inc. (note 4)                     | 830 432            | 433 060            |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires</b>   | <b>698 791 404</b> | <b>678 411 146</b> |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires représentés par les éléments suivants :</b> |                    |                    |
| Cotisations des souscripteurs (note 5)  | 445 975 405        | 426 280 373        |
| Cumul des subventions gouvernementales  | 179 663 055        | 171 841 738        |
| Plus-value latente des placements   | 799 769            | 4 625 112          |
| Revenu de placement cumulé et non distribué et profits réalisés sur les placements                          | 72 353 175         | 75 663 923         |
|   | <b>698 791 404</b> | <b>678 411 146</b> |

Approuvé par le conseil d'administration de la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global et de Les actifs de croissance Global Inc.



Peter Ostapchuk  
Administrateur



Ronald Brooks  
Administrateur

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

# Régime d'épargne-études Génération

## États du résultat global

Pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017

|  | 2018              | 2017              |
|--|-------------------|-------------------|
|  | \$                | \$                |
| <b>Produits</b>  |                   |                   |
| Produits d'intérêts pour les paiements d'aide aux études   | 17 500 854        | 16 505 624        |
| Dividendes   | 901 740           | –                 |
| Profits réalisés à la cession de placements  | (3 270 347)       | 1 382 599         |
| Variation de la moins-value latente des placements   | (3 825 343)       | (6 316 934)       |
|  | <b>11 306 904</b> | <b>11 571 289</b> |
| <b>Charges</b>   |                   |                   |
| Frais d'administration   | 9 263 334         | 8 979 335         |
| Honoraires d'audit   | 145 811           | 182 051           |
| Autres   | 72 924            | 72 730            |
| Comité d'examen indépendant  | 19 338            | 16 575            |
|  | <b>9 501 407</b>  | <b>9 250 691</b>  |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux activités</b> | <b>1 805 497</b>  | <b>2 320 598</b>  |

## États des variations de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires

Pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017

|  | 2018                | 2017                |
|--|---------------------|---------------------|
|  | \$                  | \$                  |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires au début de l'exercice</b>               | <b>678 411 146</b>  | <b>655 419 706</b>  |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux activités</b> | <b>1 805 497</b>    | <b>2 320 598</b>    |
| <b>Augmentation de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires</b>                    |                     |                     |
| Cotisations des souscripteurs reçues   | 61 229 583          | 60 708 527          |
| Subventions gouvernementales reçues (note 2) :   |                     |                     |
| Subvention canadienne pour l'épargne-études (« SCEE »)   | 13 189 294          | 13 839 892          |
| Bon d'études canadien (« BEC »)  | 2 269 946           | 2 385 925           |
| Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (« SEEFCB »)          | 454 800             | 518 400             |
| Incitatif québécois à l'épargne-études (« IQEE »)  | 451 988             | 460 140             |
| Subvention pour l'épargne-études Avantage Saskatchewan (« SEEAS »)                                       | 28 360              | 57 080              |
|  | <b>77 623 971</b>   | <b>77 969 964</b>   |
| <b>Diminution de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires</b>                      |                     |                     |
| Remboursement des cotisations des souscripteurs  | (41 534 553)        | (40 009 474)        |
| Paiements aux bénéficiaires :  |                     |                     |
| Subventions gouvernementales   | (8 573 070)         | (8 412 026)         |
| Revenus sur les subventions gouvernementales   | (2 128 530)         | (2 062 239)         |
| Revenus sur les cotisations des souscripteurs  | (6 813 057)         | (6 815 383)         |
|  | <b>(59 049 210)</b> | <b>(57 299 122)</b> |
| <b>Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires à la fin de l'exercice</b>               | <b>698 791 404</b>  | <b>678 411 146</b>  |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

# Régime d'épargne-études Génération

## Tableau des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017

|  | 2018              | 2017             |
|--|-------------------|------------------|
|  | \$                | \$               |
| Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :  |                   |                  |
| <b>Activités d'exploitation</b>  |                   |                  |
| Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires liée aux activités | 1 805 497         | 2 320 598        |
| Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :  |                   |                  |
| Variation de la moins-value latente des placements   | 3 825 343         | 6 316 934        |
| Profits réalisés à la cession de placements  | 3 270 347         | (1 382 599)      |
| (Augmentation) diminution de la somme à recevoir de la Fondation   | (268 325)         | 29 649           |
| Diminution de la somme à recevoir du gestionnaire du fonds –<br>Les actifs de croissance Global Inc.           | –                 | 80 186           |
| Diminution (augmentation) des subventions à recevoir   | 92 359            | (90 610)         |
| Augmentation des intérêts à recevoir   | (370 028)         | (641 725)        |
| Augmentation (diminution) des créditeurs   | 91 946            | (107 028)        |
| Augmentation de la somme à verser au Régime d'épargne-études Avancé – RÉÉA                                     | 115 021           | 83 861           |
| Augmentation de la somme à verser au distributeur – REEEG  | (736 891)         | 1 035 829        |
| Augmentation de la somme à verser au gestionnaire du fonds –<br>Les actifs de croissance Global Inc.           | 397 372           | 433 060          |
| Diminution de la somme à payer pour les titres achetés   | (4 369 104)       | (8 810 640)      |
| Achat de placements  | (696 255 824)     | (729 386 232)    |
| Produit de la vente de placements  | 702 019 802       | 656 661 458      |
|  | 9 617 515         | (73 457 259)     |
| <b>Activités de financement</b>  |                   |                  |
| Cotisations des souscripteurs reçues, montant net  | 19 695 030        | 20 699 053       |
| Subventions gouvernementales reçues  | 16 394 388        | 17 261 437       |
| Paiements d'aide aux études versés aux bénéficiaires   | (17 514 657)      | (17 289 648)     |
|  | 18 574 761        | 20 670 842       |
| Augmentation de la trésorerie  | 28 192 276        | (52 786 417)     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice   | 8 093 507         | 60 879 924       |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>  | <b>36 285 783</b> | <b>8 093 507</b> |
| Information supplémentaire sur les flux de trésorerie :  |                   |                  |
| Intérêts reçus   | 16 739 024        | 16 023 323       |

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.



# Régime d'épargne-études Génération

## Annexe du portefeuille

Au 31 mars 2018

|   | Valeur nominale<br>\$ | Coût<br>\$  | Juste valeur<br>\$ |
|---|-----------------------|-------------|--------------------|
| <b>Placements des cotisations des souscripteurs – (69,10 %)</b>           |                       |             |                    |
| <b>Titres gouvernementaux – 22,80 %</b>                                   |                       |             |                    |
| Gouvernement du Canada, 5,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2033      | 27 985 000            | 40 176 561  | 40 886 997         |
| Gouvernement du Canada, 5,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2029      | 28 095 000            | 38 937 581  | 38 138 141         |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 mars 2028      | 19 385 000            | 18 757 333  | 19 121 243         |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 3,80 %, échéant le 15 juin 2021      | 10 375 000            | 11 153 774  | 10 917 693         |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,65 %, échéant le 15 mars 2028      | 10 080 000            | 10 080 662  | 10 207 761         |
| Gouvernement du Canada, 0,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> mai 2019       | 8 710 000             | 8 614 467   | 8 630 796          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 1,90 %, échéant le 15 septembre 2026 | 6 000 000             | 5 984 140   | 5 740 320          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 septembre 2023 | 5 655 000             | 5 821 305   | 5 665 075          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,90 %, échéant le 15 juin 2024      | 5 000 000             | 5 065 361   | 5 148 450          |
| Gouvernement du Canada, 2,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2048  | 3 845 000             | 4 444 177   | 4 287 175          |
| Gouvernement du Canada, 3,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2019      | 2 480 000             | 2 733 704   | 2 539 718          |
| CPPIB Capital Inc., série A, 1,40 %, échéant le 4 juin 2020               | 2 200 000             | 2 195 730   | 2 170 168          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,40 %, échéant le 15 décembre 2022  | 2 030 000             | 2 013 212   | 2 042 302          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 1,20 %, échéant le 15 juin 2020      | 1 700 000             | 1 671 185   | 1 673 140          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 juin 2027      | 1 200 000             | 1 175 568   | 1 186 565          |
| Gouvernement du Canada, 1,00 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2027      | 800 000               | 768 231     | 727 520            |
|   |                       | 159 592 991 | 159 083 064        |
| <b>Titres des provinces – 15,20 %</b>                                     |                       |             |                    |
| Province de l'Ontario, 6,50 %, échéant le 8 mars 2029                     | 15 430 000            | 21 226 739  | 20 696 904         |
| Province de l'Ontario, 3,50 %, échéant le 2 juin 2043                     | 6 890 000             | 7 016 659   | 7 450 639          |
| Province de la C.-B., 2,70 %, échéant le 18 décembre 2022                 | 6 430 000             | 6 369 416   | 6 529 486          |
| Province de la C.-B., 5,70 %, échéant le 18 juin 2029                     | 4 975 000             | 5 953 006   | 6 370 140          |
| Province de l'Ontario, 2,85 %, échéant le 2 juin 2023                     | 5 330 000             | 5 346 517   | 5 434 463          |
| Province de Nouvelle-Écosse, 1,82 %, échéant le 15 août 2018              | 4 250 000             | 4 258 205   | 4 255 950          |
| Province de Saskatchewan, 3,20 %, échéant le 3 juin 2024                  | 4 000 000             | 4 096 710   | 4 148 160          |
| Province de l'Alberta, 2,55 %, échéant le 15 décembre 2022                | 4 050 000             | 4 136 022   | 4 076 903          |
| Province de Québec, 5,00 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2041      | 2 925 000             | 3 690 369   | 3 913 299          |
| Province de la C.-B., 2,30 %, échéant le 18 juin 2026                     | 4 000 000             | 4 020 640   | 3 902 840          |
| Province du Manitoba, 1,67 %, échéant le 2 avril 2019                     | 3 200 500             | 3 199 644   | 3 208 661          |
| Province de Saskatchewan, 1,95 %, échéant le 1 <sup>er</sup> mars 2019    | 3 200 000             | 3 282 880   | 3 208 192          |
| Hydro-Québec, 11,00 %, échéant le 15 août 2020                            | 2 545 000             | 3 961 093   | 3 067 226          |
| Province de Québec, 3,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> septembre 2024     | 2 765 000             | 2 898 284   | 2 962 283          |
| Province de la C.-B., 3,70 %, échéant le 18 décembre 2020                 | 2 775 000             | 2 736 372   | 2 893 282          |
| Province du Manitoba, 4,15 %, échéant le 3 juin 2020                      | 2 300 000             | 2 535 060   | 2 402 235          |
| Financement Québec, 2,06 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2018          | 2 100 000             | 2 124 885   | 2 102 268          |
| Province du Nouveau-Brunswick, 2,85 %, échéant le 2 juin 2023             | 2 030 000             | 2 004 300   | 2 063 982          |
| Financement Québec, 2,45 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2019      | 2 030 000             | 2 036 896   | 2 047 641          |
| Province du Manitoba, 1,60 %, échéant le 5 septembre 2020                 | 2 000 000             | 2 013 600   | 1 976 680          |
| Province de la C.-B., 2,8 %, échéant le 18 juin 2048                      | 2 000 000             | 1 843 080   | 1 941 360          |
| Province de l'Ontario, 4,70 %, échéant le 2 juin 2037                     | 1 500 000             | 1 830 050   | 1 872 540          |
| British Columbia Municipal Fin Auth, 4,60 %, échéant le 23 avril 2018     | 1 785 000             | 1 778 074   | 1 788 245          |
| Province de l'Alberta, 1,35 %, échéant le 1 <sup>er</sup> septembre 2021  | 1 600 000             | 1 583 120   | 1 552 848          |
| Province du Nouveau-Brunswick, 1,55 %, échéant le 4 mai 2022              | 1 550 000             | 1 516 489   | 1 500 741          |
| Province de l'Ontario, 1,35 %, échéant le 8 mars 2022                     | 1 550 000             | 1 508 011   | 1 493 828          |
| Province de l'Ontario, 2,8 %, échéant le 2 juin 2048                      | 1 500 000             | 1 390 950   | 1 432 890          |
| Province de Saskatchewan, 5,00 %, échéant le 5 mars 2037                  | 855 000               | 1 136 723   | 1 093 400          |
| Province de l'Ontario, 4,40 %, échéant le 2 juin 2019                     | 770 000               | 802 879     | 793 566            |
|   |                       | 106 296 673 | 106 180 652        |

## Régime d'épargne-études Génération

### Annexe du portefeuille (suite)

Au 31 mars 2018

|   | Valeur nominale<br>\$ | Coût<br>\$        | Juste valeur<br>\$ |
|---|-----------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Titres des institutions financières – 13,80 %</b>  |                       |                   |                    |
| Banque Pacifique et de l'ouest du Canada, 8,00 %, échéant le 11 mars 2021   | 10 000 000            | 10 000 000        | 10 000 000         |
| Banque Pacifique et de l'ouest du Canada, CPG, 4,50 %, échéant le 3 août 2021   | 10 000 000            | 10 000 000        | 10 000 000         |
| Banque de Montréal, 2,12 %, échéant le 16 mars 2022   | 5 050 000             | 5 110 993         | 4 947 072          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,70 %, échéant le 9 octobre 2018  | 3 300 000             | 3 322 469         | 3 297 591          |
| Banque Nationale du Canada, 1,74 %, échéant le 3 mars 2020  | 3 300 000             | 3 303 639         | 3 261 093          |
| Banque Royale du Canada, 1,97 %, échéant le 2 mars 2022   | 3 300 000             | 3 248 279         | 3 215 355          |
| Banque HSBC, 2,08 %, échéant le 26 novembre 2018  | 3 100 000             | 3 116 890         | 3 102 480          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,90 %, échéant le 26 avril 2021   | 3 000 000             | 3 051 780         | 2 942 670          |
| Banque Royale du Canada, 2,82 %, échéant le 12 juillet 2018   | 2 885 000             | 2 952 616         | 2 894 145          |
| Banque de Montréal, 2,27 %, échéant le 11 juillet 2022  | 2 550 000             | 2 512 052         | 2 507 058          |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,05 %, échéant le 8 mars 2021  | 2 400 000             | 2 416 560         | 2 367 816          |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,62 %, échéant le 22 décembre 2021   | 2 300 000             | 2 411 425         | 2 299 839          |
| Banque Royale du Canada, 3,45 %, échéant le 29 septembre 2026   | 2 250 000             | 2 310 329         | 2 279 250          |
| Banque Royale du Canada, 1,97 %, échéant le 2 mars 2022   | 2 300 000             | 2 328 359         | 2 239 878          |
| Banque de Montréal, 2,70 %, échéant le 9 décembre 2026  | 2 245 000             | 2 245 422         | 2 204 589          |
| Omers Realty Corporation, 2,50 %, échéant le 5 juin 2018  | 2 190 000             | 2 239 600         | 2 193 285          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 3,04 %, échéant le 18 octobre 2024  | 2 100 000             | 2 152 500         | 2 119 740          |
| Banque Royale du Canada, 2,86 %, échéant le 4 mars 2021   | 2 100 000             | 2 121 630         | 2 118 606          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 2,87 %, échéant le 4 juin 2021  | 2 100 000             | 2 179 821         | 2 117 220          |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,56 %, échéant le 24 juin 2020   | 2 100 000             | 2 103 990         | 2 106 951          |
| Enbridge, 3,19 %, échéant le 5 décembre 2022  | 2 100 000             | 2 069 375         | 2 100 756          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 3,10 %, échéant le 2 février 2028   | 1 950 000             | 1 949 337         | 1 964 097          |
| Banque Nationale du Canada, 1,81 %, échéant le 26 juillet 2021  | 2 000 000             | 2 018 720         | 1 949 260          |
| Banque Royale du Canada, 2,03 %, échéant le 15 mars 2021  | 1 950 000             | 1 949 259         | 1 923 180          |
| Banque de Montréal, 1,88 %, échéant le 31 mars 2021   | 1 950 000             | 1 949 903         | 1 914 393          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,90 %, échéant le 26 avril 2021   | 1 920 000             | 1 919 002         | 1 885 029          |
| Banque de Montréal, 1,61 %, échéant le 28 octobre 2021  | 1 950 000             | 1 949 903         | 1 885 011          |
| Banque Manuvie du Canada, 2,08 %, échéant le 26 mai 2022  | 1 935 000             | 1 935 000         | 1 884 979          |
| La Banque Toronto-Dominion, 3,23 %, échéant le 24 juillet 2024  | 1 815 000             | 1 815 000         | 1 858 979          |
| Banque Royale du Canada, 4,93 %, échéant le 16 juillet 2025   | 1 620 000             | 1 679 179         | 1 835 564          |
| La Banque Toronto-Dominion, 1,99 %, échéant le 23 mars 2022   | 1 740 000             | 1 740 000         | 1 699 883          |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,98 %, échéant le 30 septembre 2025  | 1 670 000             | 1 681 490         | 1 677 198          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, billet de dépôt, 1,64 %, échéant le 12 juillet 2021  | 1 655 000             | 1 645 782         | 1 607 015          |
| BMW Canada Inc., 1,83 %, échéant le 15 juin 2021  | 1 600 000             | 1 601 760         | 1 561 824          |
| Wells Fargo Financial Canada, 2,94 %, échéant le 25 juillet 2019  | 1 190 000             | 1 217 964         | 1 200 377          |
| Banque Royale du Canada, 2,36 %, échéant le 5 décembre 2022   | 1 100 000             | 1 099 901         | 1 084 038          |
|   |                       | <b>97 349 929</b> | <b>96 246 221</b>  |
| <b>Billets à capital protégé – 9,10 %</b>   |                       |                   |                    |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, billet de dépôt à la recherche de rendement bonifié garanti de Yorkville, échéant le 1 <sup>er</sup> mai 2020 | 15 000 000            | 15 000 000        | 14 796 000         |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, billet de dépôt à la recherche de rendement bonifié garanti de Yorkville, échéant le 25 août 2021             | 11 250 000            | 11 250 000        | 10 881 000         |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice ETF Efficente 5, échéant le 19 mai 2021   | 7 100 000             | 7 100 000         | 7 452 577          |
| JP Morgan, BCP, à rendement variable, lié à l'indice S&P 500 à faible volatilité, échéant le 25 janvier 2021                                | 7 100 000             | 7 100 000         | 7 320 100          |
| La Banque Toronto-Dominion, NT Dolphin indiciel, échéant le 16 août 2021  | 7 100 000             | 7 100 000         | 7 318 680          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice ETF Efficente, échéant le 26 février 2020   | 7 100 000             | 7 100 000         | 6 999 890          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice S&P 500 à faible volatilité, échéant le 14 mars 2019  | 4 260 000             | 4 260 000         | 5 525 646          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice STOXX Europe Large 200, échéant le 26 août 2020   | 3 550 000             | 3 550 000         | 3 454 860          |
|   |                       | <b>62 460 000</b> | <b>63 748 753</b>  |

# Régime d'épargne-études Génération

## Annexe du portefeuille (suite)

Au 31 mars 2018

|   | Valeur nominale<br>\$ | Coût<br>\$  | Juste valeur<br>\$ |
|---|-----------------------|-------------|--------------------|
| <b>Fonds négociés en Bourse – 8,20 %</b>                                  |                       |             |                    |
| FINB BMO S&P 500  | 733 100               | 26 527 941  | 27 417 940         |
| FINB BMO S&P 500 couvert en dollars canadiens                             | 172 000               | 6 356 017   | 6 849 040          |
| iShares S&P/TSX Capped Information Technology Index ETF                   | 206 000               | 3 579 120   | 3 602 940          |
| iShares S&P/TSX Capped REIT Index ETF                                     | 180 000               | 2 943 000   | 2 995 200          |
| iShares S&P/TSX Capped Consumer Staples Index ETF                         | 55 000                | 2 934 250   | 2 904 000          |
| iShares Nasdaq 100 ETF (CAD-Hedged)                                       | 54 000                | 2 744 730   | 2 899 800          |
| iShares S&P/TSX Capped Materials Index ETF                                | 183 000               | 2 346 060   | 2 362 530          |
| FNB indiciel mixité nord-américaine Evolve                                | 111 000               | 2 349 220   | 2 294 370          |
| FINB BMO Moyenne industrielle Dow Jones couverte en dollars canadiens     | 55 000                | 2 422 850   | 2 248 400          |
| FINB BMO équilibré banques américaines                                    | 82 000                | 2 249 880   | 2 246 800          |
| iShares US Small Cap Index ETF (CAD-hedged)                               | 51 000                | 1 523 981   | 1 651 380          |
|   |                       | 55 977 049  | 57 472 400         |
| <b>Total des placements des cotisations des souscripteurs</b>             |                       |             |                    |
|   |                       | 481 676 642 | 482 731 090        |
| <b>Placements des subventions gouvernementales – (25,70 %)</b>            |                       |             |                    |
| <b>Titres gouvernementaux – 10,60 %</b>                                   |                       |             |                    |
| Gouvernement du Canada, 5,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2033      | 13 190 000            | 18 932 414  | 19 271 020         |
| Gouvernement du Canada, 5,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2029      | 12 860 000            | 17 851 535  | 17 457 074         |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 mars 2028      | 8 975 000             | 8 684 408   | 8 852 884          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 3,80 %, échéant le 15 juin 2021      | 4 775 000             | 5 132 218   | 5 024 757          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,65 %, échéant le 15 mars 2028      | 4 760 000             | 4 760 210   | 4 820 331          |
| Gouvernement du Canada, 0,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> mai 2019       | 3 625 000             | 3 585 298   | 3 592 036          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,90 %, échéant le 15 juin 2024      | 2 660 000             | 2 694 747   | 2 738 975          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 septembre 2023 | 2 615 000             | 2 655 122   | 2 619 659          |
| Gouvernement du Canada, 2,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2048  | 2 229 000             | 2 569 626   | 2 485 335          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 1,90 %, échéant le 15 septembre 2026 | 1 600 000             | 1 578 956   | 1 530 752          |
| Gouvernement du Canada, 3,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2019      | 1 330 000             | 1 466 059   | 1 362 026          |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,35 %, échéant le 15 juin 2027      | 1 000 000             | 979 640     | 988 804            |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 2,40 %, échéant le 15 décembre 2022  | 870 000               | 862 805     | 875 272            |
| Gouvernement du Canada, 1,00 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2027      | 825 000               | 775 181     | 750 255            |
| CPPIB Capital Inc., série A, 1,40 %, échéant le 4 juin 2020               | 600 000               | 598 200     | 591 864            |
| Fiducie du Canada pour l'habitation, 1,20 %, échéant le 15 juin 2020      | 600 000               | 589 830     | 590 520            |
| PSP Capital, série 8, 1,34 %, échéant le 18 août 2021                     | 400 000               | 388 200     | 388 124            |
|   |                       | 74 104 449  | 73 939 688         |
| <b>Titres des provinces – 6,90 %</b>                                      |                       |             |                    |
| Province de l'Ontario, 6,50 %, échéant le 8 mars 2029                     | 6 935 000             | 9 655 360   | 9 302 205          |
| Province de l'Ontario, 3,50 %, échéant le 2 juin 2043                     | 3 860 000             | 3 923 800   | 4 174 088          |
| Province de la C.-B., 2,70 %, échéant le 18 décembre 2022                 | 2 995 000             | 2 966 865   | 3 041 353          |
| Province de la C.-B., 5,70 %, échéant le 18 juin 2029                     | 2 265 000             | 2 800 858   | 2 900 174          |
| Province de l'Ontario, 2,85 %, échéant le 2 juin 2023                     | 2 575 000             | 2 592 531   | 2 625 462          |
| Province de Québec, 5,00 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2041      | 1 667 000             | 2 100 720   | 2 230 246          |
| Province de l'Alberta, 2,55 %, échéant le 15 décembre 2022                | 1 850 000             | 1 896 561   | 1 862 241          |
| Province de Québec, 3,75 %, échéant le 1 <sup>er</sup> septembre 2024     | 1 725 000             | 1 826 035   | 1 848 079          |
| Province de Saskatchewan, 3,20 %, échéant le 3 juin 2024                  | 1 775 000             | 1 805 603   | 1 840 746          |
| Province de Nouvelle-Écosse, 1,82 %, échéant le 15 août 2018              | 1 784 000             | 1 787 504   | 1 786 498          |
| Province de la C.-B., 2,30 %, échéant le 18 juin 2026                     | 1 700 000             | 1 701 534   | 1 658 707          |
| Province du Manitoba, 1,67 %, échéant le 2 avril 2019                     | 1 349 500             | 1 349 226   | 1 352 941          |
| Province de Saskatchewan, 1,95 %, échéant le 1 <sup>er</sup> mars 2019    | 1 300 000             | 1 333 670   | 1 303 328          |

# Régime d'épargne-études Génération

## Annexe du portefeuille (suite)

Au 31 mars 2018

|  | Valeur nominale<br>\$ | Coût<br>\$        | Juste valeur<br>\$ |
|--|-----------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Titres des provinces – 6,90 % (suite)</b>                               |                       |                   |                    |
| Province du Manitoba, 4,15 %, échéant le 3 juin 2020                       | 1 225 000             | 1 350 108         | 1 279 451          |
| Hydro-Québec, 11,00 %, échéant le 15 août 2020                             | 1 055 000             | 1 641 876         | 1 271 482          |
| Province du Manitoba, 1,60 %, échéant le 5 septembre 2020                  | 950 000               | 949 431           | 938 923            |
| Province de l'Ontario, 4,70 %, échéant le 2 juin 2037                      | 750 000               | 916 710           | 936 270            |
| Province de l'Ontario, 4,40 %, échéant le 2 juin 2019                      | 905 000               | 945 568           | 932 698            |
| Financement Québec, 2,06 %, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2018           | 900 000               | 910 665           | 900 972            |
| Province du Nouveau-Brunswick, 2,85 %, échéant le 2 juin 2023              | 870 000               | 858 986           | 884 564            |
| Financement Québec, 2,45 %, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2019       | 870 000               | 873 996           | 877 560            |
| Province de la C.-B., 3,70 %, échéant le 18 décembre 2020                  | 805 000               | 793 794           | 839 312            |
| British Columbia Municipal Fin Auth, 4,60 %, échéant le 23 avril 2018      | 710 000               | 707 245           | 711 291            |
| Province du Nouveau-Brunswick, 1,55 %, échéant le 4 mai 2022               | 640 000               | 626 163           | 619 661            |
| Province de l'Ontario, 1,35 %, échéant le 8 mars 2022                      | 640 000               | 622 662           | 616 806            |
| Province de l'Alberta, 1,35 %, échéant le 1 <sup>er</sup> septembre 2021   | 600 000               | 593 670           | 582 318            |
| Province de Saskatchewan, 5,00 %, échéant le 5 mars 2037                   | 385 000               | 511 858           | 492 350            |
|  |                       | <b>48 042 999</b> | <b>47 809 726</b>  |
| <b>Titres des institutions financières – 4,70 %</b>                        |                       |                   |                    |
| Banque de Montréal, 2,12 %, échéant le 16 mars 2022                        | 2 150 000             | 2 167 927         | 2 106 162          |
| Banque Royale du Canada, 2,82 %, échéant le 12 juillet 2018                | 1 420 000             | 1 453 442         | 1 424 501          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,70 %, échéant le 9 octobre 2018 | 1 350 000             | 1 359 192         | 1 349 015          |
| Banque Nationale du Canada, 1,74 %, échéant le 3 mars 2020                 | 1 350 000             | 1 351 489         | 1 334 084          |
| Banque Royale du Canada, 1,97 %, échéant le 2 mars 2022                    | 1 350 000             | 1 328 841         | 1 315 373          |
| Banque HSBC, 2,08 %, échéant le 26 novembre 2018                           | 1 200 000             | 1 206 555         | 1 200 960          |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,90 %, échéant le 26 avril 2021  | 1 200 000             | 1 209 422         | 1 177 068          |
| Banque de Montréal, 2,70 %, échéant le 9 décembre 2026                     | 1 070 000             | 1 069 212         | 1 050 652          |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,62 %, échéant le 22 décembre 2021            | 1 000 000             | 1 036 660         | 999 930            |
| Banque de Montréal, 2,27 %, échéant le 11 juillet 2022                     | 1 000 000             | 985 119           | 983 160            |
| Banque Royale du Canada, 3,45 %, échéant le 29 septembre 2026              | 950 000               | 975 444           | 962 350            |
| Omers Realty Corporation, 2,50 %, échéant le 5 juin 2018                   | 918 000               | 938 604           | 919 377            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 3,04 %, échéant le 18 octobre 2024           | 900 000               | 922 500           | 908 460            |
| Banque Royale du Canada, 2,86 %, échéant le 4 mars 2021                    | 900 000               | 909 270           | 907 974            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 2,87 %, échéant le 4 juin 2021               | 900 000               | 933 903           | 907 380            |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, 3,10 %, échéant le 2 février 2028            | 900 000               | 899 694           | 906 506            |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,56 %, échéant le 24 juin 2020                | 900 000               | 901 710           | 902 979            |
| Enbridge, 3,19 %, échéant le 5 décembre 2022                               | 900 000               | 886 890           | 900 324            |
| La Banque Toronto-Dominion, 1,99 %, échéant le 23 mars 2022                | 915 000               | 915 000           | 893 904            |
| Banque Royale du Canada, 2,03 %, échéant le 15 mars 2021                   | 905 000               | 904 656           | 892 553            |
| Banque de Montréal, 1,88 %, échéant le 31 mars 2021                        | 895 000               | 894 955           | 878 657            |
| Banque Royale du Canada, 1,97 %, échéant le 2 mars 2022                    | 900 000               | 901 276           | 876 474            |
| Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1,90 %, échéant le 26 avril 2021  | 890 000               | 889 537           | 873 790            |
| Banque Manuvie du Canada, 2,08 %, échéant le 26 mai 2022                   | 895 000               | 895 000           | 871 864            |
| Banque de Montréal, 1,61 %, échéant le 28 octobre 2021                     | 900 000               | 899 955           | 870 005            |
| La Banque Toronto-Dominion, 3,23 %, échéant le 24 juillet 2024             | 835 000               | 835 000           | 855 233            |
| Banque Royale du Canada, 4,93 %, échéant le 16 juillet 2025                | 745 000               | 791 303           | 844 133            |
| CIBC, billet de dépôt, 1,64 %, échéant le 12 juillet 2021                  | 835 000               | 830 349           | 810 790            |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,05 %, échéant le 8 mars 2021                 | 800 000               | 806 560           | 789 272            |
| Banque Nationale du Canada, 1,81 %, échéant le 26 juillet 2021             | 800 000               | 801 452           | 779 704            |
| La Banque Toronto-Dominion, 2,98 %, échéant le 30 septembre 2025           | 680 000               | 684 678           | 682 931            |
| BMW Canada Inc., 1,83 %, échéant le 15 juin 2021                           | 600 000               | 600 660           | 585 684            |
| Wells Fargo Financial Canada, 2,94 %, échéant le 25 juillet 2019           | 510 000               | 521 985           | 514 447            |
| Banque Royale du Canada, 2,36 %, échéant le 5 décembre 2022                | 450 000               | 449 960           | 443 470            |
|  |                       | <b>33 158 200</b> | <b>32 719 166</b>  |

## Régime d'épargne-études Génération

### Annexe du portefeuille (suite)

Au 31 mars 2018

|   | Valeur nominale<br>\$ | Coût<br>\$         | Juste valeur<br>\$ |
|---|-----------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Billets à capital protégé – 3,50 %</b>   |                       |                    |                    |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, billet de dépôt à la recherche de rendement bonifié garanti de Yorkville, échéant le 1 <sup>er</sup> mai 2020 | 5 000 000             | 5 000 000          | 4 932 000          |
| La Banque de Nouvelle-Écosse, billet de dépôt à la recherche de rendement bonifié garanti de Yorkville, échéant le 25 août 2021             | 3 750 000             | 3 750 000          | 3 627 000          |
| JP Morgan, BCP, à rendement variable, lié à l'indice S&P 500 à faible volatilité, échéant le 25 janvier 2021                                | 2 900 000             | 2 900 000          | 2 989 900          |
| La Banque Toronto-Dominion, NT Dolphin indiciel, échéant le 16 août 2021  | 2 900 000             | 2 900 000          | 2 989 320          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice ETF Efficente 5, échéant le 19 mai 2021   | 2 900 000             | 2 900 000          | 3 044 010          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice ETF Efficente, échéant le 26 février 2020   | 2 900 000             | 2 900 000          | 2 859 110          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice S&P 500 à faible volatilité, échéant le 14 mars 2019  | 1 740 000             | 1 740 000          | 2 256 954          |
| JP Morgan, BCP lié à l'indice STOXX Europe Large 200, échéant le 26 août 2020   | 1 450 000             | 1 450 000          | 1 411 140          |
|   |                       | <b>23 540 000</b>  | <b>24 109 434</b>  |
| <b>Total des placements des subventions gouvernementales</b>  |                       | <b>178 845 648</b> | <b>178 578 014</b> |
| <b>Total des placements des cotisations des souscripteurs et des subventions gouvernementales (94,80 %)</b>                                 |                       | 660 522 290        | 661 309 104        |
| Trésorerie – 4,00 %   |                       | 27 684 608         | 27 684 608         |
| Équivalents de trésorerie – 1,20 %  |                       | <b>8 588 220</b>   | 8 601 175          |
| <b>Total du portefeuille de placements</b>  |                       | <b>696 795 118</b> | <b>697 594 887</b> |

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 1. Organisation et généralités

Le Régime d'épargne-études Génération (auparavant appelé « Régime fiduciaire d'épargne-études Global ») (le « Régime ») a été établi le 14 octobre 1998. Il a été géré par la Fondation fiduciaire d'épargne-études Global (la « Fondation ») jusqu'au 28 septembre 2010. La Fondation est un organisme sans but lucratif constitué sans capital-actions, en vertu des lois du Canada. La Fondation continue d'être le promoteur du Régime. La Fondation a choisi de retenir les services de Les actifs de croissance Global Inc. (« Les ACGI ») à titre d'administrateur et de gestionnaire du fonds de placement du Régime. Le siège social du Régime est situé au 100, Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3.

Le Régime fournit de l'aide financière pour l'éducation postsecondaire aux bénéficiaires désignés dans le cadre de contrats de paiements d'aide aux études (les « contrats de PAE »). La Corporation REEE Global (« REEEG »), société par actions constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, est le placeur inscrit du Régime. La Fondation, REEEG et Les ACGI sont sous gestion et contrôle communs.

La Fondation a fait approuver un spécimen du contrat de PAE par l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») de sorte que les contrats de PAE des souscripteurs puissent être soumis à l'ARC en leur nom par la Fondation aux fins d'inscription à titre de régime enregistré d'épargne-études (« REEE »). Le Régime du souscripteur est un régime d'épargne-études et non un REEE tant que les conditions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») ne sont pas remplies et enregistrées.

Les souscripteurs du Régime concluent des contrats de PAE avec la Fondation. Aux termes du contrat de PAE, le souscripteur achète des parts du Régime. Le souscripteur autorise la Fondation à déduire des frais liés à la prestation des services requis pour le maintien du Régime, comme il est stipulé dans le prospectus. À l'échéance, les paiements sont versés au bénéficiaire, conformément aux modalités du contrat de PAE. Les paiements d'aide aux études versés proviennent du revenu tiré des cotisations des souscripteurs.

La publication des états financiers du Régime a été autorisée par le conseil d'administration de la Fondation et de Les ACGI le 11 juin 2018.

### 2. Sommaire des principales méthodes comptables

#### *Mode de présentation*

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Les présents états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation et établis au coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers qui ont été présentés à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme il est décrit ci-dessous.

#### *Instruments financiers*

##### *a) Comptabilisation, évaluation et classement*

Le portefeuille de placements du Régime est désigné à la juste valeur par le biais du résultat net et évalué à la juste valeur. Tous les autres actifs ou passifs financiers sont évalués au coût amorti, et classés comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque le Régime devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument et ils sont initialement évalués à la juste valeur; les coûts de transaction sont immédiatement comptabilisés en résultat net. Les placements sont comptabilisés à la date de transaction.

Les profits ou les pertes attribuables à la réévaluation des actifs sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Les actifs financiers classés comme « prêts et créances » et les passifs financiers classés comme « autres passifs » sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

##### *b) Évaluation de la juste valeur*

La juste valeur de la trésorerie, des subventions à recevoir, des intérêts courus, des débiteurs et des créditeurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements en obligations sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction du cours acheteur à la fin de l'exercice.

Les obligations de la Banque Pacifique et de l'ouest du Canada (BPO) détenues par le Régime ne sont pas négociées sur un marché actif. Les billets à capital protégé (les « BCP ») sont des instruments financiers de créance hybrides émis par des gouvernements, des banques à charte canadiennes et par des sociétés de fiducie et de prêt autorisées ayant des composantes incorporées qui modifient le profil risque-rendement des titres. Cette catégorie comprend des billets structurés considérés comme des instruments de créance dont les rendements sont fondés sur des indices ou des actifs sous-jacents plutôt que sur les habituels paiements d'intérêts. Les BCP sont comptabilisés à la juste valeur au moyen de méthodes d'établissement de prix établies par la direction; la volatilité historique et implicite et la corrélation historique sont entre autres utilisées pour calculer la valeur actualisée des billets. Les obligations de la BPO, quant à elles, sont évaluées au moyen de modalités contractuelles, de données sur le marché et des méthodes de calcul conformes aux normes du secteur.

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### c) *Compensation*

Les actifs et passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser ces montants et qu'il y a une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Aucun montant n'a été compensé à ce titre dans les états de la situation financière.

#### d) *Dépréciation d'actifs financiers*

À chaque date de clôture, le Régime évalue s'il existe des indications objectives de dépréciation des actifs financiers au coût amorti. Si une telle indication existe, le Régime comptabilise une perte de valeur qui correspond à la différence entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée à l'aide du taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. Les pertes de valeur des actifs financiers au coût amorti sont reprises dans des périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie consistent en des placements dans des titres du marché monétaire et dans des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans les 90 jours suivant la date d'achat. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur.

#### *Opérations de placement et comptabilisation des produits*

Les intérêts pour les paiements d'aide aux études présentés dans les états du résultat global représentent le taux d'intérêt nominal reçu par le Régime comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'engagement, en fonction du montant du capital impayé et du taux d'intérêt nominal applicable. Le Régime n'amortit pas les primes payées ou les escomptes reçus à l'achat de titres à revenu fixe.

Les profits (pertes) réalisés à la cession de placements et la variation de la plus-value et de la moins-value latentes des placements sont comptabilisés dans les états du résultat global pour l'exercice au cours duquel ils se produisent. Les profits (pertes) réalisés à la cession de placements sont calculés en fonction du coût moyen. La plus-value et la moins-value latentes ne sont pas attribuées à des bénéficiaires précis tant qu'elles ne sont pas réalisées par le Régime.

#### *Impôt sur le résultat*

Le Régime est exonéré d'impôt en vertu de l'article 146.1 de la LIR.

#### *Changements comptables futurs*

##### a) *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 ajoute une exigence concernant les pertes de crédit attendues futures (dépréciation), modifie les exigences en matière de classement et d'évaluation en fonction des modèles économiques appliqués aux actifs financiers en ajoutant une nouvelle classe d'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture assorti d'informations connexes devant être fournies sur les activités de gestion des risques. IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Régime poursuit son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

#### *Actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires*

L'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires est un passif financier lié à un contrat unique, et le Régime en fait la description détaillée dans une note annexe des états financiers, selon son utilisation (cotisations des souscripteurs, comptes de PAE, subventions gouvernementales).

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 2. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### a) *Cotisations des souscripteurs*

Les cotisations des souscripteurs comprennent toutes les sommes reçues des souscripteurs et n'incluent pas les sommes à recevoir des unités souscrites, étant donné que les souscripteurs peuvent mettre fin à leur régime en tout temps. Puisque les cotisations sont payables à vue, les montants sont comptabilisés à leur valeur nominale à titre d'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires. La Fondation déduit des cotisations versées par les souscripteurs, les frais de souscription, les frais de tenue de compte, les frais de services spéciaux, s'il y a lieu, et les primes d'assurance, conformément aux modalités du prospectus. Se reporter à la note 5 pour de plus amples renseignements.

#### b) *Subventions gouvernementales*

Le gouvernement fédéral encourage l'épargne en vue de l'éducation postsecondaire en versant une subvention canadienne d'épargne-études (« SCEE ») en sus des cotisations aux REEE effectuées après 1997 pour les enfants de moins de 18 ans. La SCEE maximale correspond à un paiement de 20 % des cotisations versées à un REEE, au nom d'un enfant désigné, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ (avant 2007, le plafond était de 2 000 \$) par année par bénéficiaire. Depuis 2004, une SCEE supplémentaire peut être ajoutée. Celle-ci est fondée sur des cotisations annuelles versées à un REEE d'un montant maximal de 500 \$ et est calculée selon un taux de 10 % ou de 20 %, moyennant l'admissibilité basée sur le revenu familial net. Le montant maximal pour la durée de la SCEE est de 7 200 \$; avant 2007, le plafond était de 7 000 \$. À l'échéance d'un contrat de PAE et moyennant le respect de certains critères établis par le gouvernement fédéral, les cotisations de la SCEE ainsi que le revenu de placement cumulé correspondant s'ajouteront aux paiements d'aide aux études versés aux étudiants admissibles.

La subvention pour l'épargne-études Avantage Saskatchewan (« SEEAS ») est une subvention du gouvernement de la Saskatchewan offerte aux résidents bénéficiaires de 17 ans ou moins. La SEEAS est versée à un taux de 10 % sur les cotisations annuelles versées à un REEE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, pour un montant annuel maximal de 250 \$ par bénéficiaire admissible. Le montant cumulatif maximal pour la durée de la SEEAS est de 4 500 \$ par bénéficiaire admissible.

Chaque enfant né le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ou après cette date est admissible au programme Bon d'études canadien (« BEC ») pour chaque année où sa famille a droit au supplément de la Prestation nationale pour enfants (la « PNE »), jusqu'à l'année de son 15<sup>e</sup> anniversaire de naissance, inclusivement. Un BEC initial de 500 \$ sera versé pour la première année d'admissibilité, et les montants ultérieurs seront de 100 \$ versés au nom de chaque enfant, pour chaque année au cours de laquelle la famille a droit au supplément de la PNE, jusqu'à l'année du 15<sup>e</sup> anniversaire de naissance de l'enfant, inclusivement. Les versements maximaux du BEC s'élèvent à 2 000 \$ par enfant.

Le 26 mars 2015, le gouvernement de l'Alberta a annoncé la fin du programme de subvention du Régime d'épargne-études du centenaire de l'Alberta (« REECA »), et le dernier jour pour envoyer une demande de subvention était le 31 juillet 2015. Pour les résidents de l'Alberta, le programme accordait une subvention initiale de 500 \$ dans le cadre du REECA qui était versée dans un REEE pour chaque enfant né en Alberta à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Des subventions additionnelles de 100 \$ étaient versées dans les REEE des bénéficiaires admissibles lorsqu'ils atteignaient l'âge de 8 ans, de 11 ans et de 14 ans au cours de l'année 2005 ou plus tard, et i) qu'ils fréquentaient l'école à ce moment; ii) qu'ils avaient un parent ou un tuteur qui était résident de l'Alberta au moment de l'envoi de la demande ou de la naissance de l'enfant concerné et iii) qui respectait le montant minimal des cotisations exigé par le gouvernement de l'Alberta.

Le gouvernement du Québec offre aux résidents de la province l'incitatif québécois à l'épargne-études (« IQEE »), qui est disponible pour les cotisations versées à compter du 21 février 2007 dans un REEE pour un enfant bénéficiaire résidant au Québec. Le crédit de base correspond à 10 % des cotisations nettes versées dans l'année, jusqu'à concurrence de 250 \$ pour chaque bénéficiaire admissible. Le total des paiements maximaux s'élève à 3 600 \$ à vie par bénéficiaire admissible. Les familles dont le revenu annuel correspond au seuil établi par la province peuvent recevoir une majoration de 10 % de la tranche initiale de 500 \$ des cotisations au REEE jusqu'à concurrence de 50 \$ dans l'IQEE. Les seuils de revenu familial sont indexés pour tenir compte de l'inflation et font l'objet d'un examen annuel par Revenu Québec.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a mis sur pied la nouvelle Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique (la « SEEEFCB »), qui est offerte à chaque bénéficiaire résident né le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ou après cette date. Lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de six ans, la province de la Colombie-Britannique dépose 1 200 \$ dans son REEE. Pour être admissible à la SEEEFCB, le souscripteur doit ouvrir le REEE et soumettre une demande de SEEEFCB dans les délais suivants : i) avant le 15 août 2018 si l'enfant est né en 2007 ou en 2008; ii) avant le 15 août 2018 si l'enfant est né entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 15 août 2009; ou iii) avant le neuvième anniversaire de naissance du bénéficiaire s'il est né le 16 août 2009 ou après cette date. Le bénéficiaire et le parent ayant la garde ou le tuteur légal doivent être des résidents de la Colombie-Britannique lorsqu'ils présentent la demande de SEEEFCB, cette dernière devant être soumise entre le sixième et le neuvième anniversaire de naissance du bénéficiaire. Aucune cotisation de contrepartie ni cotisation additionnelle n'est requise.

Les subventions gouvernementales reçues dans le cadre du Régime à l'égard d'un bénéficiaire donné sont investies par le Régime et seront ultimement versées au bénéficiaire lorsque celui-ci sera admissible aux PAE. Il peut arriver dans certaines circonstances que la subvention doive être remboursée, par exemple lorsqu'un souscripteur annule sa souscription au Régime.



# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 3. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS nécessite le recours par la direction à certaines estimations et jugements comptables critiques qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où les estimations sont modifiées ainsi qu'au cours de toute période ultérieure visée par les modifications.

Les principaux jugements et les principales estimations du Régime dans la préparation des présents états financiers sont présentés ci-dessous.

a) *Évaluation à la juste valeur des placements non cotés sur un marché actif*

Le Régime détient des actifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, comme des BCP ainsi que des obligations et des certificats de placement garantis de la BPO. Ceux-ci sont évalués au moyen de modèles d'établissement de prix reposant sur des données d'entrée observables et non observables qui nécessitent la formulation d'estimations et d'hypothèses. Les modifications apportées aux hypothèses concernant ces facteurs pourraient avoir une incidence sur les justes valeurs présentées. Se reporter à la note 6 pour obtenir plus de détails concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers du Régime.

b) *Classement et évaluation des placements et application de l'option de la juste valeur*

Lors du classement et de l'évaluation des instruments financiers détenus par le Régime, la direction doit porter des jugements importants en ce qui a trait aux caractéristiques de ces instruments. Le jugement le plus important demeure la désignation du portefeuille de placements à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement permet d'obtenir de l'information fiable et plus pertinente en ce qui a trait aux effets des transactions, à la situation financière et aux flux de trésorerie du Régime. Ce classement est conforme à la stratégie du Régime énoncée dans le prospectus. L'activité du Régime consiste à investir dans des actifs financiers afin de tirer parti d'un rendement total sous forme d'intérêts et de variations de la juste valeur.

### 4. Transactions entre parties liées

- a) En contrepartie des services d'administration fournis, le Régime verse à l'administrateur (Les ACGI) des frais d'administration correspondant à 1,95 % par année de l'actif visé par les contrats de PAE conclus après le 27 janvier 2016. En ce qui a trait à l'actif du Régime lié aux contrats de PAE conclus avant le 27 janvier 2016, le Régime verse à l'administrateur des frais d'administration correspondant à 1,20 % par année.
- b) Les débiteurs du Régime comprennent un montant de 818 665 \$ (31 mars 2017 – 550 340 \$) à recevoir de la Fondation pour les PAE discrétionnaires à des souscripteurs. Les créiteurs du Régime comprennent un montant de 3 533 639 \$ (31 mars 2017 – 4 270 530 \$) à verser à REEEG, réglé par l'entremise de la Fondation pour les frais de souscription, un montant de 198 882 \$ (31 mars 2017 – 83 861 \$) à verser au RÉÉA pour les cotisations et les subventions qui n'ont pas encore été attribuées au RÉÉA et un montant de 830 432 \$ (31 mars 2017 – 433 060 \$) à verser à Les ACGI, réglé par l'entremise de la Fondation pour les frais d'administration.
- c) REEEG reçoit des frais de souscription qui sont déduits des cotisations faites par les souscripteurs. Les contrats de PAE conclus après le 27 janvier 2016 incluent des frais de souscription de 30 \$ par part. Avant cette date, les frais de souscription étaient de 60 \$ par part. De plus, la Fondation remet à REEEG de 20 % à 40 % des primes que paient les souscripteurs au titre de l'assurance facultative qu'ils ont souscrite.
- d) Les frais pour services spéciaux correspondent principalement aux montants facturés aux souscripteurs en raison de chèques sans fonds; ces frais payés à même le compte d'épargne des souscripteurs sont remis par la Fondation à REEEG.

### 5. Cotisations des souscripteurs

Les variations des cotisations des souscripteurs pour les exercices clos le 31 mars 2018 et le 31 mars 2017 s'établissent comme suit :

|  | 31 mars 2018       | 31 mars 2017       |
|--|--------------------|--------------------|
|  | \$                 | \$                 |
| Solde au début de l'exercice   | 426 280 373        | 405 581 320        |
| Cotisations des souscripteurs  | 66 599 231         | 69 080 133         |
| Frais de souscription  | (3 335 786)        | (6 157 739)        |
| Frais de tenue de compte   | (1 101 402)        | (1 115 500)        |
| Primes d'assurance   | (320 914)          | (339 537)          |
| Frais pour services spéciaux   | (611 544)          | (758 830)          |
| Retraits de capital lors de la résiliation ou du remboursement des cotisations | (41 534 553)       | (40 009 474)       |
| Solde à la fin de l'exercice   | <b>445 975 405</b> | <b>426 280 373</b> |

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 6. Juste valeur des instruments financiers

Les évaluations de la juste valeur sont classées selon une hiérarchie des justes valeurs (soit les niveaux 1, 2 et 3). Les placements évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux de hiérarchie des justes valeurs, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Les données d'entrée ou méthodes utilisées dans l'évaluation des titres n'indiquent pas nécessairement le niveau de risque lié aux placements dans ces titres.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 – Évaluation fondée sur les cours acheteurs (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données d'entrée dérivées de prix).

Niveau 3 – Données d'entrée importantes concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché (données d'entrée non observables).

Le tableau suivant présente les instruments financiers du Régime évalués à la juste valeur, classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

| Actifs évalués à la juste valeur au 31 mars 2018 | Niveau 1          | Niveau 2           | Niveau 3           | Total              |
|--|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|  | \$                | \$                 | \$                 | \$                 |
| Équivalents de trésorerie                        | –                 | 8 601 175          | –                  | 8 601 175          |
| Titres à revenu fixe                             | –                 | 495 978 517        | 20 000 000         | 515 978 517        |
| BCP  | –                 | –                  | 87 858 187         | 87 858 187         |
| Titres de capitaux propres                       | 57 472 400        | –                  | –                  | 57 472 400         |
| <b>Total</b>                                     | <b>57 472 400</b> | <b>504 579 692</b> | <b>107 858 187</b> | <b>669 910 279</b> |

  

| Actifs évalués à la juste valeur au 31 mars 2017 | Niveau 1          | Niveau 2           | Niveau 3           | Total              |
|--|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|  | \$                | \$                 | \$                 | \$                 |
| Équivalents de trésorerie                        | –                 | 1 852 175          | –                  | 1 852 175          |
| Titres à revenu fixe                             | –                 | 501 022 472        | 25 248 488         | 526 270 960        |
| BCP  | –                 | –                  | 108 455 100        | 108 455 100        |
| Titres de capitaux propres                       | 39 442 712        | –                  | –                  | 39 442 712         |
| <b>Total</b>                                     | <b>39 442 712</b> | <b>502 874 647</b> | <b>133 703 588</b> | <b>676 020 947</b> |

Aucun instrument financier n'a été transféré vers ou depuis les niveaux 1 ou 2 au cours des exercices clos le 31 mars 2018 et le 31 mars 2017.

Les instruments financiers classés au niveau 3 représentent les placements du Régime dans certains BCP et obligations de la BPO. Les prix de ces titres sont établis en fonction de modèles d'évaluation. La donnée non observable la plus importante utilisée dans le modèle d'évaluation est le taux de rendement utilisé pour évaluer les titres. La direction estime qu'une hausse ou une baisse de 1 % du taux de rendement utilisé se traduirait par une baisse ou une hausse de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires d'environ 780 000 \$ (31 mars 2017 – 900 000 \$).

Le rapprochement des instruments financiers évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée non observables (niveau 3) est présenté comme suit :

|  | 31 mars 2018       | 31 mars 2017       |
|--|--------------------|--------------------|
| Solde d'ouverture                              | 133 703 588        | 174 410 700        |
| Produit de l'arrivée à échéance et de la vente | (24 500 000)       | (41 000 000)       |
| Variation des (pertes) profits latent(e)s      | (1 345 401)        | 292 888            |
| <b>Solde de clôture</b>                        | <b>107 858 187</b> | <b>133 703 588</b> |

### 7. Gestion du risque lié au capital

Le capital du Régime est constitué des composantes de l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires selon les états de la situation financière. Le Régime est dans l'obligation de rembourser les cotisations des souscripteurs à l'échéance des placements ou à la fin du Régime, ainsi que de verser des paiements d'aide aux études avec les revenus de placements, les subventions et les revenus sur les subventions. Le Régime s'efforce d'investir les cotisations des souscripteurs et les subventions gouvernementales reçues de manière appropriée, tout en maintenant des liquidités suffisantes pour honorer ses obligations à l'égard des souscripteurs.

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 8. Gestion du risque

Dans le cours normal des activités, le Régime peut être exposé à une variété de risques découlant des instruments financiers. Les expositions du Régime à de tels risques sont concentrées dans ses avoirs investis et sont liées au risque de marché (qui inclut le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix), au risque de crédit et au risque de liquidité.

Les mesures de gestion des risques du Régime comprennent le contrôle de la conformité à la politique de placement du Régime, comme il est indiqué dans le prospectus du Régime. Le Régime gère l'incidence de ces risques financiers sur la performance du portefeuille du Régime en faisant appel à des conseillers de portefeuille professionnels et en supervisant leurs prestations de services. Ces conseillers de portefeuille surveillent régulièrement les positions du Régime et les activités du marché afin de gérer le portefeuille de placements en respectant les limites imposées par la politique de placement.

#### a) *Risque de marché*

Le risque de marché est le risque que des changements de prix surviennent sur le marché et que ceux-ci aient une incidence sur la valeur des placements et les revenus du Régime. Les conseillers du portefeuille de placements du Régime tentent de réduire ces risques en faisant une révision périodique des conditions du marché et du rendement du portefeuille, ainsi qu'en apportant les changements nécessaires au portefeuille conformément aux objectifs de placement du Régime. La direction a ciblé deux facteurs principaux de risque de marché : le risque de taux d'intérêt lié au portefeuille de titres à revenu fixe et le risque de prix lié aux BCP.

#### i) *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt représente le risque d'une baisse du rendement du Régime à l'égard des placements portant intérêt en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. Il existe un rapport inverse entre la fluctuation des taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des titres à revenu fixe. Ce risque est activement géré au moyen de stratégies comme la gestion de la durée, l'analyse de la courbe de rendement, et la sélection des secteurs d'activité et du crédit. Le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt pour la trésorerie et les placements à court terme est réduit en raison de la nature à court terme de ces instruments.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du Régime aux risques de taux d'intérêt par durée résiduelle jusqu'à l'échéance au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017.

|               | 31 mars 2018 | 31 mars 2017 |
|---------------|--------------|--------------|
|               | %            | %            |
| Moins de 1 an | 6,7          | 6,4          |
| 1 an à 3 ans  | 19,6         | 19,6         |
| 3 à 5 ans     | 23,2         | 31,2         |
| Plus de 5 ans | 50,5         | 42,8         |
|               | 100,0        | 100,0        |

Au 31 mars 2018, la direction estimait que si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 % (31 mars 2017 – 1 %), la valeur totale du portefeuille de placements aurait diminué d'approximativement 35 M\$ (31 mars 2017 – 29 M\$) ou augmenté d'approximativement 37 M\$ (31 mars 2017 – 31 M\$), respectivement. Cette variation de 1 % présume un changement parallèle dans la courbe de rendement, toutes les autres variables demeurant constantes. Dans les faits, les résultats de négociation réels pourraient différer de façon importante.

#### ii) *Risque de prix*

Les autres risques de prix représentent le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue à la suite de changements dans les cours du marché, autres que ceux résultant du risque de taux d'intérêt. La catégorie d'actif la plus touchée par les autres risques de prix est celle des BCP, qui représentent 12,53 % (31 mars 2017 – 15,9 %) du portefeuille de placements. Le taux de rendement des BCP ne peut être déterminé avant l'échéance des titres, car il est lié à la performance de leur indice sous-jacent; le taux est tributaire du rendement positif ou négatif de l'indice à l'échéance. Un rendement négatif se traduira par le remboursement du montant en capital seulement, qui est protégé par l'émetteur. Le risque est géré par la sélection des titres et par une gestion active de la part des gestionnaires externes dans les limites stipulées dans les politiques de placement et les mandats des gestionnaires approuvés.

Au 31 mars 2018, si les prix d'indices sous-jacents avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables demeurant constantes, le montant du portefeuille aurait augmenté ou diminué d'environ 780 000 \$ (31 mars 2017 – 900 000 \$). Dans les faits, les résultats réels pourraient différer de façon importante.

# Régime d'épargne-études Génération

## Notes annexes

31 mars 2018 et 2017

### 8. Gestion du risque (suite)

#### b) Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence à la capacité de l'émetteur de titres de créance de faire les paiements d'intérêt et de rembourser le capital; le risque lié aux secteurs est en fonction de l'exposition aux changements dans un secteur particulier – secteur industriel, commercial ou des services – en raison de la concentration du portefeuille. Le portefeuille du Régime comprend des obligations émises ou garanties par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ainsi que des titres de créance d'institutions financières et de sociétés canadiennes, qui constituent sa plus importante exposition au risque de crédit.

Les titres de créance sont investis en fonction des restrictions et pratiques normalisées en matière de placement énoncées dans le Règlement 15 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Le Régime concentre ses placements dans les obligations garanties du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux, qui sont considérées par la direction comme des placements de haute qualité de crédit, ce qui atténue le risque de crédit. Tous les actifs du Régime sont exposés au risque de crédit.

Au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017, le risque de crédit du Régime lié aux instruments de créance à long terme s'établit comme suit :

| Notation de titres          | 31 mars 2018 | 31 mars 2017 |
|-----------------------------|--------------|--------------|
|                             | %            | %            |
| AAAH/AAA/AAH/AAL            | 60,7         | 58,5         |
| AA/AH/A                     | 36,0         | 37,5         |
| Sans notation               | 3,3          | 4,0          |
| Total des titres de créance | 100,0        | 100,0        |

Les notations ci-dessus ont été principalement fournies par l'agence de notation Dominion Bond Rating Service. Moody's Investors Service et Standard & Poor's, entre autres, ont aussi fourni des notations. Les BCP, les obligations et les certificats de placement garanti de la BPO sont des titres de créance sans notation.

#### c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que le Régime ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à temps. Afin d'atténuer ce risque, le Régime conserve suffisamment de positions de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et il investit principalement dans des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et peuvent être facilement vendus afin de répondre aux besoins de liquidités prévus. L'exposition du Régime au risque de liquidité est concentrée dans le remboursement du capital aux souscripteurs et les PAE. L'échéance des autres passifs financiers est de moins de un mois.

### 9. Examen de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Au cours de 2014, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») a effectué un examen de la conformité de Les ACGI et de la Corporation REEE Global (collectivement, les « entités Global ») aux termes duquel elle a observé des lacunes, lesquelles ont été transmises à la direction responsable de l'application. Un conseiller indépendant a travaillé avec les entités Global pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes de conformité améliorés. Les autres modalités imposées par la CVMO dans le cadre de l'examen de la conformité ont été annulées le 24 avril 2014.

Les entités Global et certains dirigeants ont reçu une lettre datée du 4 décembre 2012 de la CVMO. Selon la CVMO, ces sociétés et un de leurs dirigeants ont pris des décisions en matière de placements pour le compte du Régime sans être dûment inscrits, et donc ils i) ont omis de rapporter des conflits d'intérêts avec le Régime au Comité de révision des placements; ii) ont omis de divulguer toute la vérité sur le conflit d'intérêts dans les prospectus du Régime en 2009 et 2011; iii) ne se sont pas conformés aux normes imposées à un gestionnaire des placements du Régime; et iv) n'ont pas établi ni maintenu des systèmes de conformité adéquats.

Le 14 avril 2014, les entités Global et Sam Bouji, alors chef de la direction du Régime, ont établi une entente avec la CVMO. À l'égard de Les ACGI, cette entente a suspendu définitivement M. Bouji de ses fonctions, à titre de personne désignée responsable des entités Global. Les ACGI a été tenu de créer et de maintenir un conseil d'administration indépendant, qui devra être approuvé par la CVMO, et de nommer un nouveau chef de la direction indépendant. Au cours de l'exercice, M. Bouji a démissionné de son poste d'administrateur et deux administrateurs indépendants ont été nommés au conseil. M. Bouji a démissionné de son poste de dirigeant le 16 janvier 2015 et il a été remplacé par David Prestwich.

# Régime d'épargne-études Génération

## Tableau 1 – Contrats de paiements d'aide aux études

Au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017

| Année d'admissibilité | Nombre de parts en circulation | Montant du capital et du revenu cumulé | Subventions gouvernementales et revenu cumulé | Total              |
|-----------------------|--------------------------------|--|---|--------------------|
|                       |                                | \$                                     | \$  | \$                 |
| 2003                  | 361                            | 61 214                                 | 12 015  | 73 229             |
| 2004                  | 853                            | 112 770                                | 17 988  | 130 758            |
| 2005                  | 1 292                          | 160 563                                | 41 897  | 202 460            |
| 2006                  | 2 699                          | 281 320                                | 65 580  | 346 900            |
| 2007                  | 5 177                          | 417 204                                | 97 278  | 514 482            |
| 2008                  | 8 794                          | 487 226                                | 121 517                                       | 608 743            |
| 2009                  | 12 812                         | 600 823                                | 187 504                                       | 788 327            |
| 2010                  | 19 440                         | 1 067 763                              | 299 835                                       | 1 367 598          |
| 2011                  | 25 980                         | 1 523 184                              | 457 901                                       | 1 981 085          |
| 2012                  | 37 104                         | 2 230 889                              | 648 167                                       | 2 879 056          |
| 2013                  | 41 373                         | 3 029 118                              | 935 048                                       | 3 964 166          |
| 2014                  | 46 623                         | 5 238 669                              | 1 492 458                                     | 6 731 127          |
| 2015                  | 56 151                         | 8 941 080                              | 2 554 961                                     | 11 496 041         |
| 2016                  | 68 241                         | 13 285 399                             | 3 950 658                                     | 17 236 057         |
| 2017                  | 98 603                         | 21 773 724                             | 6 530 377                                     | 28 304 101         |
| 2018                  | 121 416                        | 43 366 750                             | 11 863 288                                    | 55 230 038         |
| 2019                  | 127 540                        | 44 259 001                             | 12 448 535                                    | 56 707 536         |
| 2020                  | 142 833                        | 44 728 962                             | 12 984 010                                    | 57 712 972         |
| 2021                  | 148 917                        | 43 749 099                             | 13 274 375                                    | 57 023 474         |
| 2022                  | 165 345                        | 43 910 686                             | 17 518 806                                    | 61 429 492         |
| 2023                  | 169 939                        | 40 598 667                             | 17 774 513                                    | 58 373 180         |
| 2024                  | 182 162                        | 39 206 250                             | 17 882 378                                    | 57 088 628         |
| 2025                  | 189 822                        | 36 502 668                             | 17 565 248                                    | 54 067 916         |
| 2026                  | 176 350                        | 30 099 739                             | 15 510 244                                    | 45 609 983         |
| 2027                  | 160 762                        | 23 063 382                             | 12 689 070                                    | 35 752 452         |
| 2028                  | 143 207                        | 17 379 016                             | 10 128 443                                    | 27 507 459         |
| 2029                  | 130 928                        | 13 039 202                             | 8 088 500                                     | 21 127 702         |
| 2030                  | 108 954                        | 8 418 639                              | 5 859 576                                     | 14 278 215         |
| 2031                  | 91 437                         | 5 120 780                              | 4 137 797                                     | 9 258 577          |
| 2032                  | 68 441                         | 2 334 302                              | 2 572 939                                     | 4 907 241          |
| 2033                  | 45 561                         | 697 401                                | 1 310 379                                     | 2 007 780          |
| 2034                  | 33 839                         | 454 686                                | 724 421                                       | 1 179 107          |
| 2035                  | 2 255                          | 14 257                                 | 224 724                                       | 238 981            |
| <b>31 mars 2018</b>   | <b>2 635 211</b>               | <b>496 154 433</b>                     | <b>199 970 430</b>                            | <b>696 124 863</b> |
| 31 mars 2017          | 2 616 484                      | 479 168 261                            | 192 658 641                                   | 671 826 903        |

# Régime d'épargne-études Génération

## Tableau 2 – Rapprochement des contrats de paiements d'aide aux études

Au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017

|   |             | Nombre de contrats<br>à l'ouverture | Rentrées de<br>contrats | Sorties de<br>contrats | Nombre de contrats<br>à la clôture |
|---|-------------|-------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------------------|
| Le tableau suivant présente un sommaire des contrats de paiements d'aide aux études               |             |                                     |                         |                        |                                    |
|   | <b>2018</b> | <b>80 553</b>                       | <b>1 826</b>            | <b>16 627</b>          | <b>65 752</b>                      |
|   | 2017        | 82 043                              | 2 903                   | 4 393                  | 80 553                             |
| Le tableau suivant présente un rapprochement du tableau 1 et des états de la situation financière |             |                                     |                         |                        |                                    |
|   |             |                                     |                         | <b>2018</b>            | <b>2017</b>                        |
|   |             |                                     |                         | \$                     | \$                                 |
| Montant total du capital, des subventions gouvernementales et du revenu cumulé (tableau 1)        |             |                                     |                         | <b>696 124 863</b>     | 671 826 903                        |
| Représentés dans les états de la situation financière par les éléments suivants :                 |             |                                     |                         |                        |                                    |
| Cotisations des souscripteurs   |             |                                     |                         | <b>445 975 405</b>     | 426 280 373                        |
| Cumul des subventions gouvernementales  |             |                                     |                         | <b>179 663 055</b>     | 171 841 738                        |
| Revenu de placement cumulé et non distribué et profits réalisés sur les placements                |             |                                     |                         | <b>72 353 175</b>      | 75 663 923                         |
|   |             |                                     |                         | <b>697 991 635</b>     | 673 786 034                        |
| Moins : Subventions gouvernementales à recevoir   |             |                                     |                         | <b>1 866 772</b>       | 1 959 131                          |
|   |             |                                     |                         | <b>696 124 863</b>     | 671 826 903                        |

**100 Mural Street, Suite 201, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J3**

**416 741-7377                      1 877 460-7377**

**[www.globalfinancial.ca](http://www.globalfinancial.ca)**